



RÉFORME DES AUTORITÉS DE LA CONCURRENCE: PETIT PAS DANS LA BONNE DIRECTION

AGEFI - 10.10.2025

«CE PROJET DE RÉFORME VA DANS LE BON SENS MAIS LES MESURES PROPOSÉES, BIEN QUE POSITIVES, APPELLENT DES COMPLÉMENTS ESSENTIELS POUR ÊTRE PLEINEMENT EFFICACES.»

La lutte contre les cartels est décidément très présente dans l'actualité politique. Alors que le Parlement peine à achever une première révision de la loi, une autre se profile déjà, pour laquelle la procédure de consultation vient de s'achever. Elle concerne les éléments institutionnels et les autorités en matière de concurrence. Pour le Conseil fédéral, le but est d'assurer une séparation plus efficace entre la fonction d'enquête, dévolue au secrétariat de la Commission de la concurrence (COMCO), et la fonction de décision, qui relève de la Commission elle-même. Il est prévu de ne plus impliquer cette dernière dans le traitement des affaires pendant la phase d'instruction et de limiter au strict nécessaire le rôle du secrétariat lors des délibérations de la COMCO. Cette dernière, qui se compose actuellement de 11 à 15 membres, ne devrait plus compter, à l'avenir, que 5 à 7 membres et être professionnalisée.

Le Conseil fédéral souhaite par ailleurs donner plus de droits aux entreprises au cours de l'enquête. Le secrétariat devrait leur communiquer le résultat provisoire de l'administration des preuves au plus tard un an après l'ouverture de l'enquête. Il est aussi prévu de créer au Tribunal administratif fédéral des postes de juges spécialisés (suppléants) au bénéfice de connaissances spécifiques en économie et en droit des cartels, afin d'accélérer les procédures et de faciliter la compréhension des décisions.

Ce projet de réforme va dans le bon sens, mais les mesures proposées, bien que positives, appellent des compléments essentiels pour

être pleinement efficaces. Tout d'abord, il est indispensable d'instaurer une véritable séparation entre l'instruction et la décision: aujourd'hui, le secrétariat exerce une influence déterminante sur les décisions, puisqu'il contrôle l'interprétation des dossiers, tandis que la COMCO manque cruellement de ressources pour mener ses propres analyses ou rédiger ses décisions en toute autonomie. Les propositions du Conseil fédéral ne remettent pas en cause cette dépendance – bien au contraire, la réduction de la taille de la COMCO risque d'aggraver le déséquilibre. Une solution consisterait à doter l'instance décisionnelle de moyens humains propres, incluant des rédacteurs professionnels, et à la séparer physiquement du secrétariat. Il ne s'agit pas d'augmenter les budgets, mais de redistribuer les ressources existantes de manière plus équilibrée.

L'instance de recours doit par ailleurs être profondément réformée. Les affaires de cartels sont actuellement traitées par une section du TAF qui gère de multiples matières, avec des juges généralistes souvent dépourvus d'expérience économique. Si l'introduction de juges spécialisés est une avancée, elle ne suffit pas: il faudrait créer un tribunal de la concurrence dédié, ou à défaut une section spécialisée disposant de son propre budget et d'équipes interdisciplinaires permanentes. Une telle spécialisation est la seule voie pour accélérer les procédures et en améliorer la rigueur.